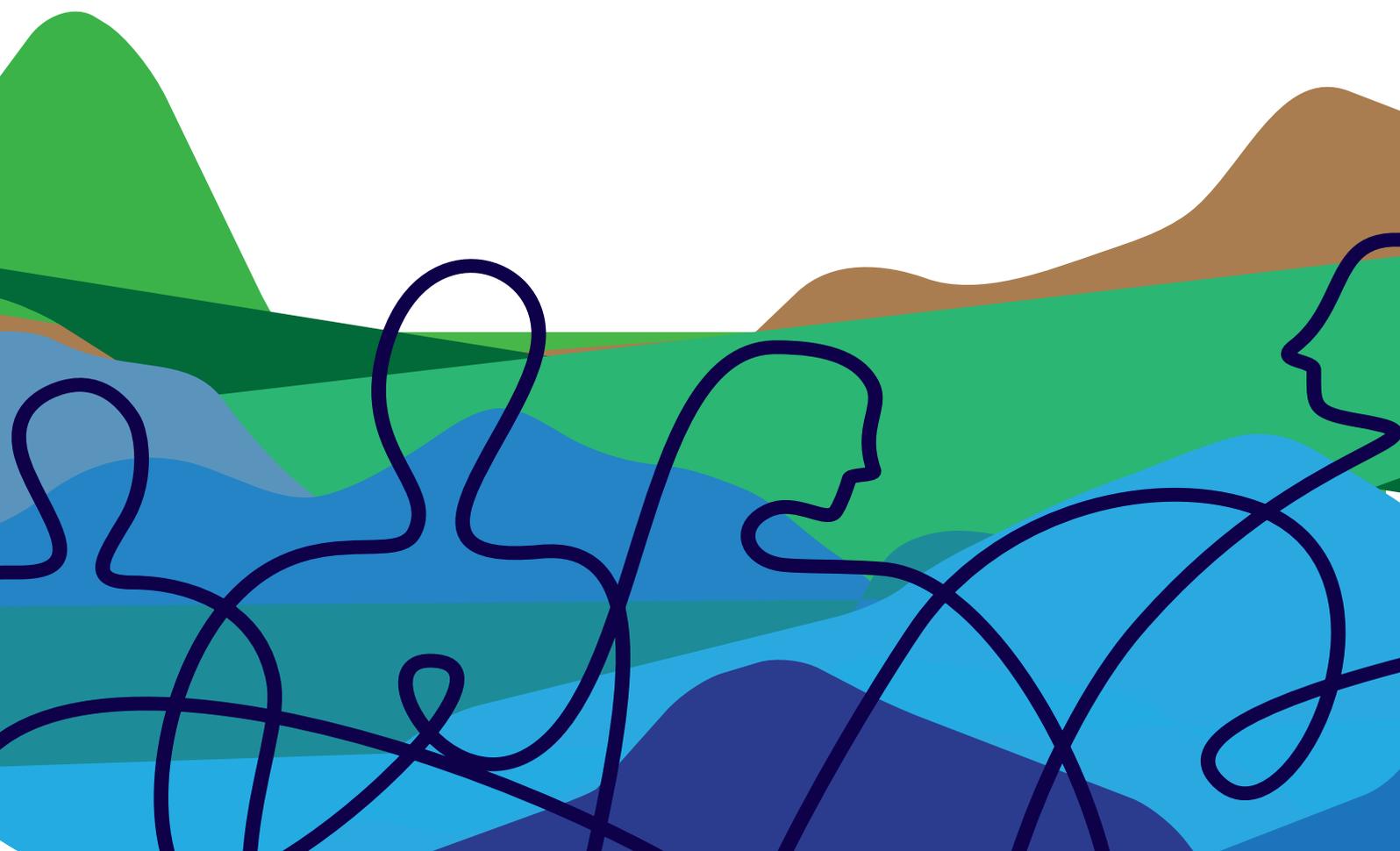


La Région **Grand Est** dans le monde



À propos de l'OCDE

L'OCDE est une organisation intergouvernementale pluridisciplinaire regroupant 38 pays membres qui fait participer à ses travaux un nombre croissant de pays non membres de toutes les régions du monde. La principale mission de l'OCDE aujourd'hui est d'aider les gouvernements à œuvrer ensemble à la réalisation d'une économie mondiale plus forte, plus propre et plus juste. À travers son réseau de 250 groupes de travail et comités spécialisés, l'OCDE est un forum où les gouvernements peuvent comparer leurs expériences de l'action publique, rechercher des solutions à des problèmes communs, identifier les bonnes pratiques et coordonner les politiques nationales et internationales. Pour plus d'information: www.oecd.org.

À propos du Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes (CFE)

Nous aidons les acteurs locaux et nationaux à libérer le potentiel des entrepreneurs et des petites et moyennes entreprises (PME), promouvoir des régions et des villes inclusives et durables, stimuler la création d'emplois locaux, et mettre en œuvre de bonnes politiques du tourisme. Plus d'information : <https://www.oecd.org/fr/cfe/>.

Ce document vient compléter la publication « L'internationalisation et l'attractivité des Régions françaises », cofinancée par l'Union européenne par le biais du programme d'appui à la réforme structurelle (REFORM/IM2020/004). Ce document a été préparé avec l'aide financière de l'Union européenne. Les vues qui y sont exprimées ne reflètent en aucun cas l'opinion officielle de l'Union européenne.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

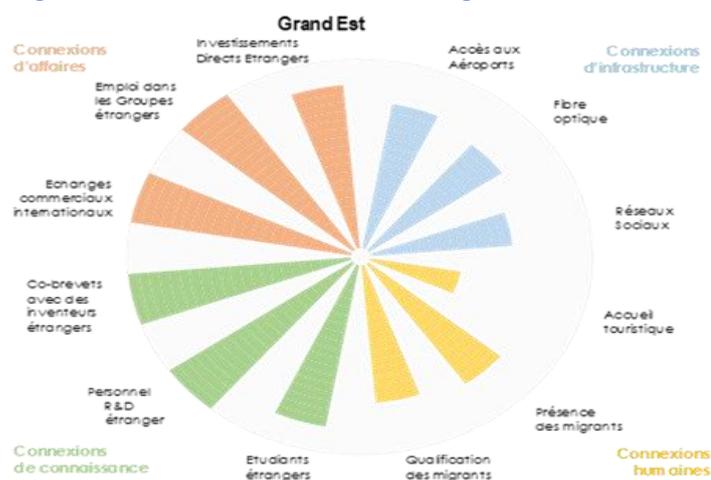
© OCDE 2022

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du droit d'auteur (copyright). Les demandes pour usage commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org.

Vue d'ensemble : Le profil international de la région Grand Est se distingue par sa forte dimension transfrontalière. Sa capacité à exporter des biens industriels comme son profil d'attractivité soulignent son potentiel de réindustrialisation et de positionnement stratégique dans les chaînes de valeur mondiales malgré des défis en termes de taux de chômage, de dynamique touristique et de disparités territoriales.

Internationalisation et Attractivité de la région Grand Est

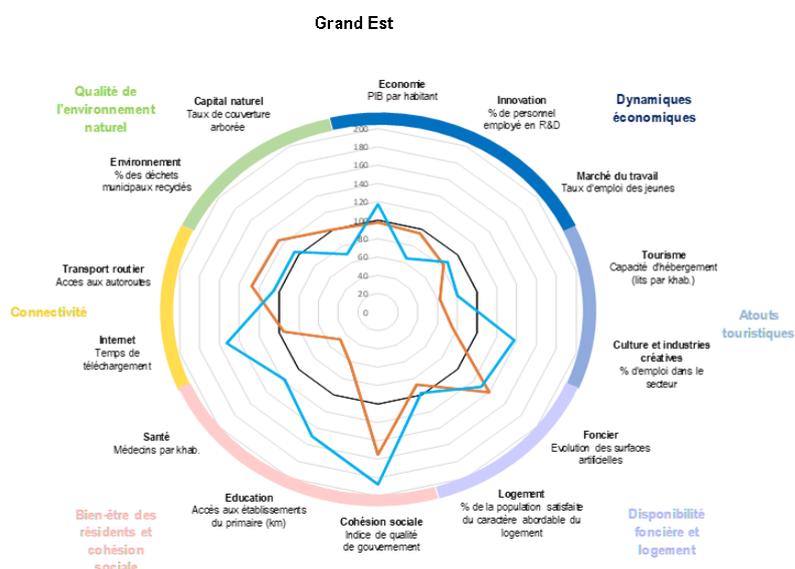
Figure 1. Profil international de la région Grand Est



Source: OCDE, 2021

Aperçu de l'internationalisation de la région Grand Est : L'OCDE distingue quatre familles de connexions internationales pour positionner les régions: connexions d'affaires, connexions humaines, connexions de connaissance et infrastructures. Le profil d'internationalisation de Grand Est met en lumière les atouts de la Région en matière d'affaires : avec une part importante de l'emploi dans des groupes étrangers et au deuxième rang des régions exportatrices de France (Figure 1).

Figure 2. Profil d'attractivité en région Grand Est



Source: OCDE, 2022

Aperçu de l'attractivité de la région Grand Est : Six domaines d'attractivité régionale, regroupant quatorze dimensions – fondées sur l'analyse d'une soixantaine d'indicateurs - comme le dynamisme du marché du travail et la qualité de l'accès à internet, ont été recensés par l'OCDE. Le profil de l'attractivité du Grand Est, « radar » comparant la région à la moyenne des régions françaises (en bleu) et à la moyenne des régions européennes (en orange) permet de dresser un double constat (Figure 2).

En comparaison avec les autres régions, Grand Est présente un profil d'attractivité performant en termes de services publics, de cohésion sociale et d'atouts culturels mais plus hétérogène qu'en termes économiques. En matière d'éducation, la région est dotée d'un bon accès à l'éducation primaire et des universités de premier plan à l'échelle mondiale. De nombreuses initiatives innovantes tissent des liens internationaux et encouragent un grand nombre de talents internationaux à venir y étudier ou faire de la recherche. Parmi de nombreuses initiatives, la Région Grand Est peut mobiliser l'UniGR, l'université de la Grand Région, le campus du Georgia

Institute of Technology située sur le Technopôle de Metz tout comme l'Université de technologie européenne (EUT+) pilotée par Université de Technologie de Troyes (UTT). Néanmoins les données révèlent que ce rayonnement universitaire ne se traduit pas systématiquement dans l'innovation étant donné le faible taux d'emploi dans la R&D. Des efforts importants sont cependant entrepris par l'agence régionale d'innovation et d'attractivité, Grand E-Nov+, afin de soutenir de nouvelles collaborations.

Communication de la Région : analyse de son site internet

L'analyse du site web de la Région Grand Est confirme son ancrage européen (« Europe » étant le mot plus récurrent) et sa volonté de cibler la jeunesse, l'emploi, les transports et le tourisme. Alors que plusieurs régions françaises font également figurer les mots « Europe » et « international » sur leurs sites, le Grand Est est la seule région à avoir traduit son site en langue étrangère, en l'occurrence en anglais et en allemand. Enfin, le slogan du Grand Est, « L'Europe s'invente chez nous » confirme la volonté de mettre en valeur l'identité européenne de la Région.

À titre de comparaison, la région voisine de la Sarre, en Allemagne, met aussi un accent fort sur son positionnement européen, l'emploi et le tourisme en ajoutant de manière très visible l'axe attractivité dans sa communication.

Grand Est



La Sarre (Allemagne)

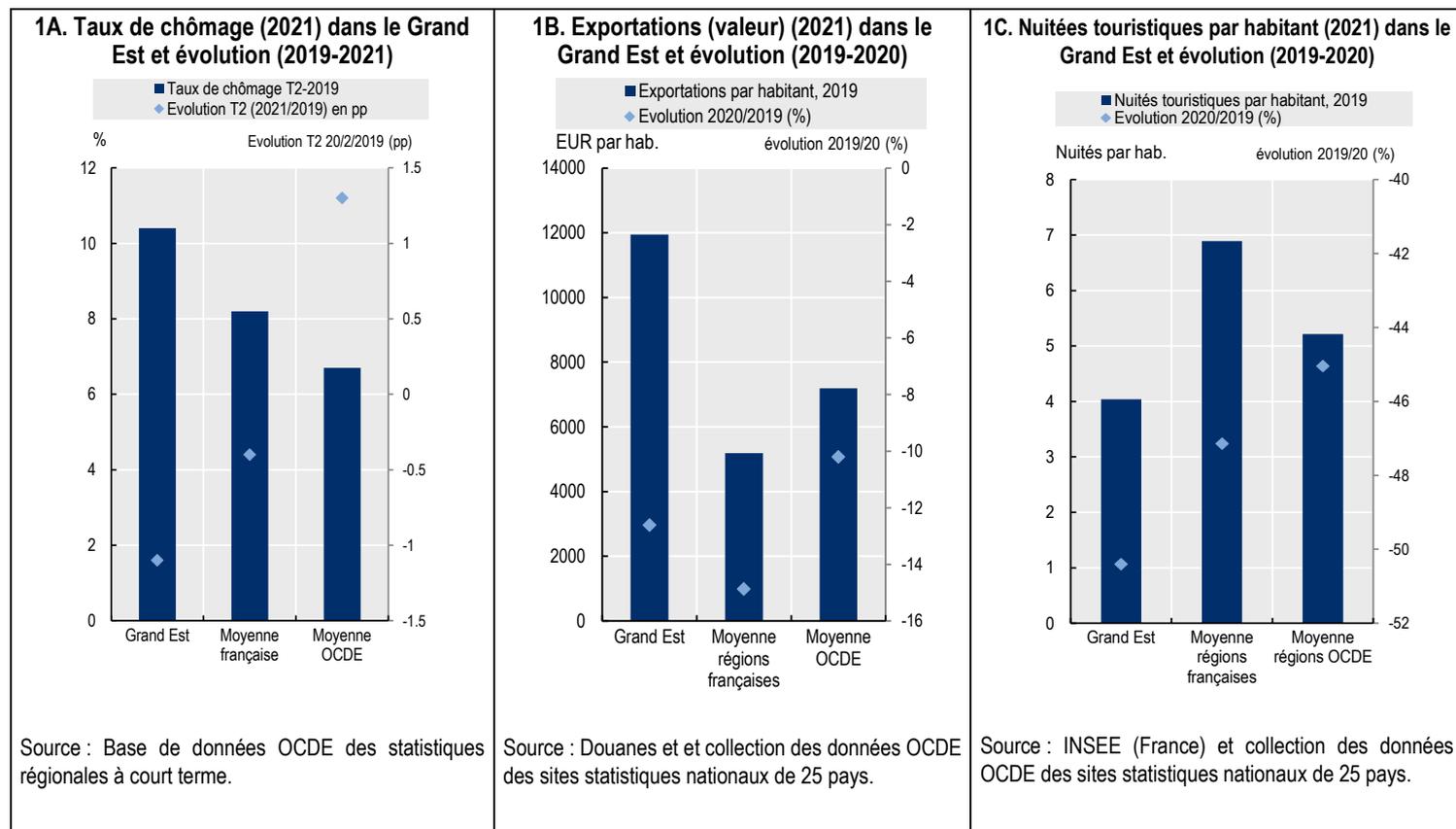


De la crise à la relance dans le nouvel environnement global

Durement frappée par la crise sanitaire, la région peut compter sur ses exportations industrielles en tant que moteur de redressement et de reprise. Le niveau des exportations représente 11 947 EUR par habitant en 2019, bien au-dessus des moyennes (Figure 3). La reprise des exportations dans le Grand Est a été plus forte que la moyenne française : les exportations ont baissé de -12,6 points de pourcentage (pp), versus -14,8 pp en France. De même, entre 2019 et 2021, le chômage a baissé de -1,1 pp dans le Grand Est alors qu'il a baissé de seulement -0,4 pp en moyenne en France sur la même période (OCDE). Ces données masquent néanmoins des disparités infrarégionales importantes en termes d'emploi : en 2019, des territoires tels que le Bas-Rhin ou la Marne affichaient des taux de chômage inférieurs à 8% (en dessous de la moyenne nationale) ; tandis que dans le département de l'Aube, le taux de chômage s'élevait à 10,6% en 2019 (INSEE, 2021^[1]).

Le tourisme traverse quant à lui une reprise plus difficile que les secteurs tournés vers l'export. L'adaptation requise à ces évolutions risque de s'inscrire dans la durée, comme les préférences des visiteurs internationaux pour un tourisme de proximité (par exemple. États-Unis), ainsi que de nouvelles normes sanitaires pour les déplacements internationaux (dépistage COVID-19, périodes d'isolement). À titre d'exemple, le nombre de nuitées au sein des hébergements touristiques dans le Grand Est a chuté de -50,4 pp entre 2019 et 2020, par rapport à la moyenne française de -47,1 pp et -45 pp au sein de l'OCDE (INSEE et collection des données OCDE des sites statistiques nationaux de 25 pays). Prenant acte de ces atouts et défis, le Conseil Régional, l'État et des acteurs locaux ont conçu ensemble un plan de relance et de reconstruction économique (Box 1).

Figure 3. Évolution de trois indicateurs économiques en région Grand Est, 2019-2021



Box 1. Le Business Act Grand Est : penser la relance ensemble

La Région Grand Est se saisit de la nouvelle conjoncture afin de repositionner son attractivité, tout en gardant un cap sur des priorités qui se voient renforcées par la crise. Parmi de nombreuses stratégies nationales et infranationales auxquels participe ou qui sont pilotées par la Région, le *Business Act Grand Est* prend particulièrement acte des transformations liées à la crise et aux mégatendances (ex. digitalisation) (Grand Est, 2020₍₁₎). Ce document stratégique, fruit d'une collaboration étroite entre le Conseil Régional, l'Etat (Préfecture) et de nombreux acteurs locaux, fait émerger une vision partagée de l'attractivité régionale. Il identifie trois grands leviers de transformation, l'écologie, le numérique et l'industrie 5,0, et s'engage à agir sur l'investissement, la formation, l'innovation et la qualité de vie à travers 80 actions, 40 projets et 12 propositions de simplification ou d'expérimentation. Le *Business Act* est une démarche innovante pour fédérer les parties prenantes autour d'une vision territorialisée de l'attractivité. Cependant, des indicateurs de suivi et d'évaluation ne sont pas intégrés dans ce plan. Ces outils aideraient à évaluer sa mise en œuvre et son éventuel impact sur la reprise de long terme.

Bonne gouvernance et politiques d'attractivité

La bonne gouvernance des politiques d'attractivité est essentielle afin d'atteindre les objectifs définis dans le Business Act Grand Est, le SRDEII et d'autres stratégies de développement. L'OCDE a ainsi identifié différents défis de gouvernance qui émergent lors de la mise en place de politiques d'attractivité régionale. Le Grand Est

a notamment su répondre à l'enjeu des objectifs partagés concernant la coordination entre les agences de développement économique locales et l'agence régionale d'innovation autour de projets d'investissement direct étranger (IDE). Ce défi consiste à faire converger les objectifs entre niveaux de gouvernement (national, régional et local) afin de soutenir le développement de stratégies d'attractivité et d'internationalisation coordonnées, en évitant la concurrence parfois stérile. Pour y répondre, la Région a fédéré les différents acteurs dans un dispositif innovant (voir Box 2).

Box 2. COSTRAT et COTECH : fédérer les acteurs pour renforcer la cohérence et la mise en œuvre de la politique d'attractivité de la Région Grand Est

La diversité des territoires qui composent la région Grand Est (anciennement : Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne) est un levier de diversification économique et de développement de synergies interterritoriales grâce à la complémentarité des profils économiques. Cette diversité présente cependant des défis de coordination et de cohérence non-négligeables quand il s'agit de forger une politique d'attractivité à l'échelle régionale. Il s'agit aussi de permettre à chaque territoire d'avoir sa chance dans la mondialisation et d'y être accompagnée par la Région.

C'est pour répondre à ces enjeux que la Région Grand Est s'est dotée d'une structure de mise en cohérence fondée sur le dialogue et la participation de l'ensemble des acteurs de l'écosystème régional d'attractivité (agences locales, Grand E-Nov+, métropoles, chambres de commerce, ART Grand Est, etc.). Deux comités de pilotage caractérisent cette gouvernance originale :

- **Le comité COSTRAT** : piloté par le Président et le Vice-Président de la Région Grand Est, est composé du Préfet, des Présidents des métropoles, des Présidents des 8 agences de développement économique, d'Invest in Reims, de la CCI Grand Est et des Conseillers du Commerce Extérieur de la France. Le COSTRAT valide la stratégie régionale en matière d'IDE, réalise un arbitrage entre différentes priorités et effectue un suivi et une évaluation de la mise en œuvre de la stratégie, notamment à travers un bilan régional des IDE.
- **Le comité COTECH** : piloté par le Directeur General Adjoint Attractivité de la Région, est composé des Directeurs Généraux des huit agences de développement économique et des Directeurs Généraux des organisations suivantes : Invest in Reims, Grand E-Nov+, CCI Grand Est et l'Agence Régionale de Tourisme (ART). Le COTECH fait des propositions au COSTRAT concernant les orientations stratégiques régionales en matière d'IDE et coordonne sa mise en œuvre transparente.

Ces deux piliers assurent ainsi une gouvernance régionale des IDE, à la fois stratégique et opérationnelle, des IDE qui rassemble les acteurs des différents niveaux de gouvernement. Les comités permettent de faire émerger un consensus, et de souder des nouvelles synergies, notamment par le biais de la participation d'acteurs tels que l'ART. En dessinant la feuille de route pour les IDE dans la région, les acteurs territorialisent les politiques d'attractivité. Ils identifient la localisation géographique des filières et leurs complémentarités, et minimisent ainsi la concurrence en encourageant une approche coopérative. Pour renforcer et formaliser cette coopération, les comités ont également vocation à rédiger une charte de fonctionnement entre agences locales de développement économique et l'agence régionale d'innovation et d'attractivité, Grand ENov+. Cette approche de la Région Grand Est répond aux défis de la gouvernance pluri-niveaux en facilitant l'adoption d'objectifs convergents, en impliquant l'ensemble des parties prenantes publiques et privées, en permettant de dépasser les périmètres administratifs et en réduisant les asymétries d'information.

La Région Grand Est souhaite aussi faire de l'innovation un levier majeur de son attractivité en créant Invest Eastern France, une branche de l'agence régionale d'innovation, Grand E-Nov + qui est devenue responsable, en lien avec les agences locales, de l'accompagnement des IDE sur son territoire. Le Grand Est peut également

s'inspirer d'exemples internationaux, comme celui du Michigan, afin de déployer de nouveaux mécanismes d'attraction d'investissements dans des domaines ciblés (**Error! Reference source not found.**).

Box 3. La Michigan Economic Development Corporation : comment un état américain soutient l'attractivité dans des secteurs stratégiques

Forte de son industrie de l'automobile, la Michigan Economic Development Corporation (MEDC) – l'agence de développement économique de l'état américain – a mis en place un ensemble de dispositifs afin de traduire en actions la volonté du Michigan d'attirer de investisseurs dans le domaine des transports et de la mobilité.

Par conséquent la MEDC a ouvert le *Office of Future Mobility and Electrification*. Cette initiative a comme objectif de développer l'économie de l'état dans le domaine des transports verts et d'améliorer l'accès des résidents du Michigan à des transports plus respectueux de l'environnement. Il vise également à accélérer l'adoption de véhicules électriques dans le secteur de l'automobile au Michigan et de former la main d'œuvre de l'état de façon à accompagner l'attraction d'investissements dans ce secteur. Pour atteindre ces objectifs, le MEDC a mis en place un volet d'instruments de financement et d'attraction d'investisseurs :

- La création de nouvelles subventions à travers le *Michigan Mobility Challenge* qui incitent les entreprises impliquées dans les transports et la mobilité à s'installer en région ;
- L'accompagnement de projets liés aux grands défis de la mobilité urbaine ;
- L'augmentation de la disponibilité de formations et la montée en compétences des travailleurs d'usine, tout particulièrement dans l'assemblage de batteries et de composants d'automobiles électriques ;
- La mise en place de logiciels de nouvelle génération dans les bornes de recharge de batteries électriques.

Ces outils sont ensuite soutenus par des partenariats entre états américains, par exemple afin d'accélérer le déploiement de bornes de recharge pour véhicule électriques dans d'autres états, y compris des changements de régulation qui faciliteraient leur financement et leur installation. L'état envisage également de nouer des partenariats avec le privé afin d'installer de nouvelles bornes sur des biens et des propriétés publiques. Enfin, la MEDC souhaite organiser un congrès sur la mobilité de l'avenir sur un ensemble de sujets liés à l'électrification de la mobilité et des infrastructures, dont notamment les transports post-pandémique, la 5G et la cyber sécurité.

Source : (MEDC, n.d)

Propositions pour améliorer l'impact des stratégies d'attractivité

L'étude de l'OCDE (OCDE, 2022) permet de suggérer une série de recommandations pour améliorer l'impact des stratégies d'internationalisation et d'attractivité de la Région Grand Est, l'OCDE recommande de discuter les dispositifs suivants au sein des structures COSTRAT et COTECH afin de tirer profit des différents leviers d'attractivité infranationaux :

Transformer l'attractivité de la Région vis-à-vis des étudiants étrangers en levier de R&D

- Promouvoir la qualité de vie et l'appui de la Région à son écosystème d'innovation pour retenir les étudiants étrangers qualifiés dans les structures privées et publiques de recherche et développement
- Intégrer de acteurs de la recherche et de l'éducation supérieur dans les comités COSTRAT et COTECH afin d'intégrer un volet innovation et talents dans les politiques mises en places par la Région

Inviter les acteurs du Grand Est à inclure systématiquement la dimension foncière dans leurs stratégies d'attractivité :

- Assurer que les résultats du *Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'Égalité des territoires* (SRADDET) soutiennent le développement de stratégies d'attractivité (tourisme, exports, IDE, innovation) à toute échelle territoriale
- Résoudre par le dialogue et la planification entre acteurs les éventuels tensions entre la demande de grand foncier pour la réindustrialisation (Grand Est, 2020^[1]) et la de-artificialisation des sols ; mettre en cohérence avec le prochain SRDEII
- Proposer des offres foncières interterritoriales aux investisseurs et renforcer ainsi la coopération inter départements en matière d'attractivité

S'appuyer sur un socle commun d'indicateurs de diagnostic pour sélectionner les priorités des politiques d'attractivité et suivre leur réalisation

- Nourrir la préparation du nouveau SRDEII d'un dialogue entre acteurs autour d'un socle partagé d'indicateurs d'attractivité qui comprend les outils existants et la proposition de l'OCDE
- S'accorder (en comité COSTRAT et COTECH) sur un groupe clés de politiques d'internationalisation et d'attractivité en suggérant les indicateurs qui permettront d'en assurer le suivi et l'évaluation entre les différentes parties prenantes
- Associer les partenaires transfrontaliers dans cette démarche pour créer une dynamique mutuelle d'échange d'indicateurs, de partage de données et d'apprentissage entre pairs

Références

- Grand Est (2020), *Business Act : Le plan de relance et de reconquête du Grand Est*, [2]
<https://www.grandest.fr/wp-content/uploads/2020/09/business-act-grand-est-rapportvf-septembre2020.pdf>.
- INSEE (2021), *La France et ses territoires, Édition 2021*, [1]
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/5039919?sommaire=5040030>.
- OECD (2021), *Les Régions dans la Mondialisation : Une approche originale de l'internationalisation des régions et son application au cas français*, [4]
<https://www.oecd.org/regional/Regions-et-Globalisation-FR.pdf>.
- OECD (2022), *Stratégies d'internationalisation pour soutenir l'attractivité et l'export des Régions françaises dans le nouvel environnement global*. [3]

<https://www.oecd.org/regional/>

